

« Les factures s'accumulent »

URBANISME Le conseil communal inquiet de la viabilité du stade

► L'échevin des Sports, Alain Courtois, est revenu sur les négociations en cours dans le dossier du stade national sur le parking C.

► L'opposition a mis en avant l'ajustement budgétaire d'un million d'euros pour des études.

Les questions autour du futur stade national sur le parking C n'en finissent pas. Les conseillers de l'opposition de la Ville de Bruxelles sont revenus sur ce dossier plus que chaud pour la Ville de Bruxelles. Ce lundi, le conseil devait en effet approuver une modification budgétaire de près d'un million d'euros pour une mission d'étude urbanistique et des frais d'avocats. A cela s'ajoutent 5 millions d'euros inscrits pour constituer une société chargée de la gestion du site du parking C.

Ces modifications budgétaires sont inacceptables pour les élus Ecolo et FDF de la Ville de

Bruxelles qui mettent en doute la réalisation du stade sur le parking C. Ils rappellent notamment que la Ville avait toujours dit qu'elle ne mettrait pas d'argent dans ce stade. Or, la facture gonfle au fil du temps. « Les factures s'accumulent et la Ville continue d'avancer tête baissée, réagit Fabian Maingain (FDF). On engage des dépenses mais nous ne sommes toujours pas

certain que le stade se construira. Que se passera-t-il si le club d'Anderlecht décide de ne plus participer au projet? Le ministre Vanhengel n'a pas été rassurant puisqu'il a avoué au parlement régional que si Anderlecht partait, il n'y aurait pas de stade. Comment la Ville a-t-elle pu se mettre dans un tel dossier sans avoir de plan B? C'est pour cette raison que nous avons toujours demandé à avoir une étude sur la rénovation du stade Roi Baudouin. »

La même inquiétude parcourt le groupe CDH. « On ne sait plus où le collège de la Ville nous mène, commente Hamza Fassifihri. Ghelamco dit gagner de

l'argent, Anderlecht aussi mais la Ville? Nous demandons un engagement clair. Si Alain Courtois ne peut pas affirmer qu'on ne mettra plus un euro dans ce dossier, alors il doit aller au fédéral et négocier avec le premier ministre pour qu'il mette l'argent nécessaire. C'est un stade national dont le coût ne peut pas être supporté uniquement par les Bruxellois. »

L'échevin des Sports, Alain Courtois (MR), ne change pas son discours. « Des négociations sont en cours entre Anderlecht et Ghelamco. Nous devons les laisser poursuivre car nous n'avons pas de solutions alternatives.

Elles aboutiront. Anderlecht ne peut pas rester dans un stade de 20.000 places. Le club a d'autres ambitions. » Quant au coût, l'échevin est clair : « j'ai toujours dit qu'il n'y aurait pas d'argent public dans les briques du stade et c'est toujours le cas. Et au fédéral, personne ne veut mettre d'argent pour la rénovation du stade Roi Baudouin, c'est pour cela que nous en sommes là. » ■

VANESSA LHUILLIER

EN MARGE

Pas de décision pour le Keelbeek

Le conseil communal aurait dû avaliser la décision prise jeudi dernier par la commission de concertation et le collège de la Ville de Bruxelles concernant le maintien du sentier du Keelbeek sur le terrain de la future prison de Haren. Pour rappel, le collège a refusé de déplacer ce chemin. Cette décision ne permet plus à la Régie des bâtiments de construire une prison de 1.200 détenus puisqu'elle devrait bâtir sur une voie carrossable ce qui est interdit. La Ville préfère attendre avant de rendre définitive cette prise de position, la gardant ainsi comme moyen de pression sur le fédéral. En même temps, les opposants à la prison ont obtenu l'interdiction d'abattre des arbres à hautes tiges jusqu'au 12 octobre à minuit.

V.LH